

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:

Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . . 13.50
Six mois. . . 26.50
Un an. . . 50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . 15 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

Les abonnements et les annonces pour le Journal de Roubaix sont reçus:

A Roubaix, aux bureaux du Journal.

A Tourcoing, rue Nationale 15.

A Lille, à la succursale de l'Agence Havas, rue de la Gare et aux bureaux du Memorial, Grand Place, (entrée par l'édifice Saix-Rienne).

A Arras, rue de la Gare.

A Valenciennes, aux bureaux de l'Agence Havas, place de la Gare, 2, ou rue Notre-Dame-de-Victoire, 24.

ROUBAIX, LE 3 MARS 1883

NOS DIPLOMATES

Nous enregistrons avec une patriotique tristesse les faits qui se passent au dehors, parce que tous, ou presque tous, tournent à notre entière confusion.

On sait que M. le comte Duchâtel a donné, à propos de la loi des Princes, sa démission d'ambassadeur de France à Vienne.

Quand il a quitté la capitale de l'Autriche, tout le corps diplomatique, toute la haute société viennoise s'est rendue à la gare pour le saluer.

Quelle protestation contre la politique française dans cette simple démarche, d'un milieu en général très réservé, par devoir d'état!

Le Sénat aurait bien fait de méditer avant-hier cet incident diplomatique, avant d'accorder au général Thibaudin un bill d'indemnité.

Il aurait peut-être alors compris que s'il était juste de défendre les Princes contre les caprices et les mesures arbitraires d'un ministre radical, c'était encore plus politique.

Le Sénat aurait alors montré qu'il avait un légitime souci de notre action extérieure.

L'Angleterre et l'Allemagne protestantes ont pu nous pardonner les décrets, et la folie de laïcisation révolutionnaire qui pousse le parti jacobin dans les voies d'une politique malsaine, mais qui n'intéresse directement que nous.

L'Italie libérale, l'Espagne tourmentée par un mal intérieur profond, la Turquie infidèle, la Russie schismatique ont suivi, peut-être avec un secret plaisir, la politique anti-catholique de la France.

Elles ont eu tort, parce qu'on ne détruit jamais un édifice sans que les édifices construits par les voisins en souffrent et soient plus ou moins ébranlés.

Mais tous les États se sont alarmés lorsqu'ils ont vu que la France — ou plutôt son gouvernement — hésitant devant les anarchistes, ne retrouvait toute son énergie que contre les Princes, qui n'avaient commis aucun crime.

Toutes les familles royales de l'Europe, qui sont unies aux Bourbon et aux Orléans par un long commerce d'amitié, ou par les liens d'une parenté, souvent étroite, comme en Autriche et en Belgique, ont ressenti une vive colère qui s'est traduite par des démissions dans le corps diplomatique français.

Que vont faire les nouveaux diplomates?

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:

Annonces: la ligne. . . 25 c.
Réclames: . . . 30 c.
Faits divers: . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. QUARRE, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, 34, rue Notre-Dame-de-Victoire (place de la Bourse); à Bruxelles, l'Office de Publicité.

Quel accueil vont leur réserver les cours de l'Europe?

Comment seront-ils reçus dans cette famille diplomatique, dont tous les membres se connaissent et se soutiennent en dépit de leurs nationalités diverses, de leurs intérêts contradictoires et souvent ennemis?

Cependant, il faudrait que notre corps diplomatique fut au grand complet, car nous vivons à une époque d'intrigues, où les alliances se nouent, se dénouent pour se renouer encore.

S'il la France veut n'être pas absolument éliminée du concert des puissances, il lui faut partout des diplomates, habiles, expérimentés et bien en cour.

Où les trouvera-t-elle?

On n'improvise pas un diplomate comme un député. Les vieux, ceux qui ont été les collaborateurs du duc de Broglie après 1870, sont morts ou sont partis, sans esprit de retour; car ils ont fait la cruelle expérience de notre impopularité au dehors.

La situation est grave. Le Gouvernement devrait enfin le comprendre et surtout le faire comprendre aux Chambres.

La grandeur et la sécurité de la France sont en jeu. C'est dire que nous parlons sans esprit de parti, car nous plaçons la France au-dessus de tout. Voilà pourquoi nous souhaitons ardemment qu'on abandonne une politique intérieure, qui a au dehors une action réflexe si désolante pour notre pays.

PIERRE SALVAT.

LETTRE DE PARIS

Paris, 2 mars 1883.

La commission du budget ne sera guère nommée qu'après les vacances de Pâques: c'est prévu, ce qui n'empêche pas le ministre des finances de faire annoncer par tout qu'il va déposer demain son projet de budget pour l'exercice 1884.

Malheureusement, ce projet ne sera en réalité qu'un trompe-l'œil, attendu qu'il ne comprendra que le budget ordinaire, c'est-à-dire celui dont les évaluations en recettes et en dépenses sont invariables et ne présentent aucune difficulté. Quant au vrai budget, qui est le budget extraordinaire, il ne pourra être élaboré qu'après que M. Raynal, ministre des travaux publics, aura fait connaître l'issue des négociations avec les grandes compagnies de chemins de fer.

En ce qui concerne cette dernière, vous annoncez un temps d'arrêt, attendu que le nouveau ministre de la guerre ne partageait pas sur plusieurs points de la réorganisation les vues de ses prédécesseurs, aussi bien que celles de la commission, réclame un délai pour présenter un contre-projet.

Quant à la réforme judiciaire, elle vient, à la suite de l'avènement au ministère de la justice de M. Martin-Fénel, d'entrer dans une voie nouvelle qui menace de me-

ner loin la commission, la Chambre et le gouvernement.

Indépendamment des deux nouveaux projets dont la Chambre se trouve saisie, celui de M. Saint-Romme et Deluns-Montaud et celui de M. Devès, l'ex-garde des sceaux, qui reste comme œuvre d'initiative individuelle, le ministre de la justice actuel a aussi son projet dont il se réserve de saisir la nouvelle commission qui sera sans doute nommée la semaine prochaine.

Ce projet, passablement compliqué, se divise en trois parties: la première relative à la réforme du personnel; la seconde à l'extension de la compétence des juges de paix; la troisième au recrutement du personnel et aux modifications à apporter dans les institutions judiciaires.

Comme vous le voyez, avant de digérer toute cette besogne, la nouvelle commission en a amplement jusqu'en 1885, époque où finit la législature actuelle.

Pas encore de décision dans l'affaire Byrrn. M. Martin-Fénel a répondu à M. Camille Pelletan et à M. H. Maret, qui le questionnaient à cet égard, que la justice française attendait un supplément de pièces qu'elle avait réclamé des magistrats anglais. Il est cependant probable que demain la question sera renouvelée en séance publique.

Depuis le vote du Conseil municipal relatif à l'abaissement du prix du gaz, M. Engelhard, conseiller municipal du 5^e arrondissement et avocat de la Compagnie du Gaz, a été invité par ses électeurs à donner sa démission. Des pétitions circulent à cet effet, dans le quartier de la Sorbonne et se couvrent de signatures. Voici la conclusion:

« Vous avez voulu courir deux lièvres à la fois, monsieur Engelhard, tant pis pour vous! Allez gagner vos appointements, vos électeurs n'ont plus besoin de vos conseils. »

La gauche républicaine du Sénat a choisi, comme vous le savez, M. Lalanne pour son candidat, à l'effet de remplacer le général Chanzy, comme sénateur inamovible. Mais ce choix souleva peu à l'Union républicaine, qui préférerait voir nommer le général Sausser.

Le *Voltaire* fait remarquer matin non sans une pointe d'ironie, que M. Lalanne ne se recommande guère que par sa qualité de directeur de la Compagnie des Omnibus de Paris, ce qui semblerait indiquer que les sénateurs de la gauche auraient l'arrière-pensée d'obtenir le parcours gratuits sur les voitures de la Compagnie.

En réalité, M. Lalanne, ancien directeur de l'école des ponts et chaussées, n'a de titres sérieux vis-à-vis des républicains que pour avoir organisé en 1878, avec Thomas, les fameux ateliers nationaux. Ajoutez qu'il postule depuis qu'il y a à la gauche du Sénat des sièges d'inamovibles vacants et qu'aucune démarche ne lui a coûté, vous aurez ainsi la clef du succès de sa candidature.

Vous savez que le Pape a convoqué à Rome toutes les évêques de France pour le mois de mars. Les évêques demanderont-ils à cette occasion au ministre des cultes l'autorisation de se déplacer, ainsi qu'exigent les dernières circulaires ministérielles? On l'ignore; mais, en attendant que l'événement ait prononcé, on fait courir le bruit à gauche que les prélats sont bien décidés à se passer de l'autorisation, conformément à la dernière lettre de l'évêque d'Angoulême. Ce bruit semble n'avoir d'autre objet que de provoquer une interpellation à M. Martin-Fénel, lequel, bien entendu, se concentrera pour sa réponse avec l'interpellateur.

UN AVEU

Nous lisons dans un Journal qui prend très chaudement la cause de l'Irlande:

« Sur quatorze pouds depuis la proclamation de la loi de coercition, dix au moins étaient absolument innocents des assassinats qu'on leur imputait. La corde au cou, ils le criaient encore; et, devant la mort, ces catholiques, qui s'étaient confessés une heure auparavant, n'avaient aucune envie de mentir. »

« Voilà donc la véritable garantie de sincérité, la foi catholique et le sacrement de la pénitence! »

Et maintenant voulez-vous savoir de quel journal sont tirées ces lignes et par qui signées? — Par M. Henri de Rochefort, dans l'*Intransigeant*!

UNE AFFAIRE SCANDALEUSE

M. le sous-préfet de Villefranche (Rhône), appelé à Tarascon par la municipalité, s'y rendit, et en sa présence plusieurs séances du conseil municipal furent tenues. A la suite des résolutions qui ont été prises dans ces réunions, la mairie a fait afficher l'avis suivant:

« Les habitants de Tarascon sont informés qu'un dédoublement considérable a été constaté à la caisse d'épargne de Tarascon. »

« La ville est responsable de ce déficit, sans recours contre les administrateurs qui sont considérés comme solidaires les uns des autres. Les dédoublements sont antérieurs à la gestion actuelle. »

Un grand émoi s'est produit et avec d'autant plus de raison, que le déficit atteindrait le chiffre énorme de 415,000 francs.

POLITIQUE ET THÉOLOGIE

Un éloquent orateur de la droite, Mgr Freppel, rappelait jadis, à propos de la loi municipale, un mot très profond et très vrai de Proudhon: « Au fond de chaque chose, il y a une question politique, disant le compte de la propriété. »

« Tant il y a, comme l'égalité fait remarquer Mgr Freppel, que le débat de la loi municipale a revêtu à diverses reprises les querelles religieuses. Ce sont même les seules qui aient passé dans la Chambre au cours de cette longue discussion. »

Deux résolutions ont de nouveau mis en lumière son hostilité contre l'Eglise. Par l'une, la majorité a dépouillé les fabriques des revenus résultant des pompes funèbres; par l'autre, elle a rendu facultatives les subventions communales jusqu'à l'obligation, toutes les fois que les ressources des fabriques étaient insuffisantes. De telle sorte, que l'Eglise est en même temps privée d'une partie de ses revenus et accablée d'un lourd surcroît de charges: elle devra désormais subvenir seule, et sans le secours des revenus des pompes funèbres, à l'entretien et aux réparations des édifices affectés au service du culte.

Ces deux votes ne sont pas seulement une manifestation de l'humeur antireligieuse de la Chambre, un simple épisode de la guerre faite au clergé; ils ont une portée et une signification plus considérables: ils sont l'expression d'une politique calculée dans ses moyens d'action et dans son but. Il faut avouer, d'ailleurs, que les adversaires de l'Eglise se mettent, par leur franchise, à l'abri du reproche d'hypocrisie. Ils déclarent sans ambages l'objectif

poursuivi par eux est la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais que, ne pouvant l'atteindre avec un article de loi, par un vote unique, il importe de reprendre un à un tous les domaines de l'Eglise, pour y substituer le pouvoir de l'Etat. C'est là, disent-ils, l'esprit qui doit dicter, dans toutes les circonstances, les décisions du législateur.

Les deux résolutions que nous venons d'indiquer, ne sont que l'application de ce système dont la paternité ferait honneur à l'auteur du *Prince*, et que Mgr Freppel a parfaitement caractérisé quand il a dit: « Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

LA POPULATION DES DÉPARTEMENTS

C'est un fait malheureusement trop bien constaté par la statistique que, tandis que dans la plupart des Etats de l'Europe la population croît rapidement, en France, au contraire, cet accroissement est presque insensible, et même s'est presque complètement arrêté dans ces dernières années. Il faut même aller plus loin, et dire que, dans un grand nombre de départements, la population n'est pas seulement stationnaire, mais qu'elle est en décroissance.

C'est ainsi que, dans une très intéressante communication faite par le docteur Lagneau à la dernière séance de l'Académie des sciences morales et politiques, nous voyons que le nombre de ces départements à population décroissante, qui après s'être élevé, à la date de la guerre de 1870, au maximum de 72, était redescendu à 29 en 1876, a atteint 31 en 1881.

Un grand émoi s'est produit et avec d'autant plus de raison, que le déficit atteindrait le chiffre énorme de 415,000 francs.

« Tant il y a, comme l'égalité fait remarquer Mgr Freppel, que le débat de la loi municipale a revêtu à diverses reprises les querelles religieuses. Ce sont même les seules qui aient passé dans la Chambre au cours de cette longue discussion. »

Deux résolutions ont de nouveau mis en lumière son hostilité contre l'Eglise. Par l'une, la majorité a dépouillé les fabriques des revenus résultant des pompes funèbres; par l'autre, elle a rendu facultatives les subventions communales jusqu'à l'obligation, toutes les fois que les ressources des fabriques étaient insuffisantes. De telle sorte, que l'Eglise est en même temps privée d'une partie de ses revenus et accablée d'un lourd surcroît de charges: elle devra désormais subvenir seule, et sans le secours des revenus des pompes funèbres, à l'entretien et aux réparations des édifices affectés au service du culte.

Ces deux votes ne sont pas seulement une manifestation de l'humeur antireligieuse de la Chambre, un simple épisode de la guerre faite au clergé; ils ont une portée et une signification plus considérables: ils sont l'expression d'une politique calculée dans ses moyens d'action et dans son but. Il faut avouer, d'ailleurs, que les adversaires de l'Eglise se mettent, par leur franchise, à l'abri du reproche d'hypocrisie. Ils déclarent sans ambages l'objectif

poursuivi par eux est la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais que, ne pouvant l'atteindre avec un article de loi, par un vote unique, il importe de reprendre un à un tous les domaines de l'Eglise, pour y substituer le pouvoir de l'Etat. C'est là, disent-ils, l'esprit qui doit dicter, dans toutes les circonstances, les décisions du législateur.

Les deux résolutions que nous venons d'indiquer, ne sont que l'application de ce système dont la paternité ferait honneur à l'auteur du *Prince*, et que Mgr Freppel a parfaitement caractérisé quand il a dit: « Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

« Ne pouvant détruire le Concordat en bloc, on le démolit en détail. »

Cette cause particulière de dépopulation a cela aussi de particulier qu'elle se manifeste surtout à la suite des révolutions et dans les temps d'agitation politique exagérée. C'est alors que l'émigration vers les villes s'accroît dans des proportions effrayantes, et que la mortalité frappe le plus sur ces émigrés poussés par l'ambition, et que l'ambition même frappe aussi sûrement que les plus mortelles épidémies.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE VATICAN ET LA PRUSSE

« Quand on se met à publier des documents diplomatiques, les choses commencent à se gâter », a dit un jour M. de Bismarck. La publication de la note du cardinal Jacobini sur les conditions d'arrangement entre Rome et Berlin, a fait remonter les craintes au sujet de la continuation du conflit religieux. Contrairement aux usages et même à la courtoisie diplomatique, c'est le gouvernement allemand qui a fait cette publication, sans laisser ce soin au Vatican, qui avait déjà publié la lettre du Saint-Père à l'Empereur.

En 1880, lorsque le prince de Hohenlohe administra le ministère des affaires étrangères à Berlin, il avait brusqué les choses et publié toute une série de dépêches, pour motiver la rupture temporaire qui se produisit alors dans les négociations entre Rome et Berlin; mais il ne livra à la publicité que les documents émanés de l'Allemagne; les conventions ne furent pas enfreintes en ce qui concernait les dépêches de l'autre partie. Peut-être cette fois-ci M. de Bismarck a-t-il cru se mettre suffisamment en règle par la demande qu'il avait adressée à la cour pontificale de publier les documents échangés, et a-t-il trouvé qu'elle n'y obtiendrait pas assez vite.

La note Jacobini n'a, du reste, rien appris de nouveau, après la publication de la dernière lettre de Léon XIII. Elle précise seulement les conditions que le Souverain Pontife offre au gouvernement prussien et celles qu'il attend en retour.

Cette précision, obligatoire dans une dépêche diplomatique ou elle était du reste mieux à sa place que dans une lettre de souverain à souverain, comme celle de Léon XIII à l'Empereur Guillaume II, a fait jeter les hauts cris aux organes de moins en moins nombreux qui combattent encore pour la cause désormais condamnée du maintien des lois de mai et de la politique de M. Falk. Mais il est à remarquer, comme un signe des temps et comme un indice indéniable du terrain perdu, que l'on a cessé entièrement de lancer les mots d'ordre habituels: aucun journal ne parle plus d'aller ou de ne pas aller à Canossa; ce château historique est retombé définitivement à l'état de mine oubliée, dont l'avenir tire à dix ans un mot de M. de Bismarck. Cette exécution archéologique ne fait plus aucun effet, et on y a renoncé, paraît-il, définitivement.

Le gouvernement et ses journaux ont, dans ces derniers jours, montré une recrudescence de mauvaise humeur et une acrimonie qui seraient de mauvais augure pour la conclusion de la paix religieuse, si elle s'était tournée du côté de Rome; mais elle ne s'est adressée qu'au parti du centre, dont l'attitude toujours armée et toujours marchandeuse à l'égard du gouvernement, suscite de vives contrariétés au chancelier; il n'a pas même su, par conséquent, de l'appui donné par le centre au gouvernement sur la plupart des points controversés du budget de la guerre, attitude imposée par M. Windthorst, et qui a suscité des murmures chez une partie de la masse électorale catholique, laquelle, dans les provinces du Rhin surtout, partage les sentiments des libéraux avancés et leur lassitude générale à l'égard du fardeau croissant du militarisme.

La discussion qui a duré deux jours au

XXXII

La forêt de Saint-Germain

Le lendemain, vers huit heures du matin, nos amis, connaissances Mielou et Humbert, se promenaient gravement sur la terrasse de Saint-Germain.

L'air était tiède et parfumé. Le soleil, déjà haut à l'horizon, étalait sur les immenses toitures de verdure de la forêt.

Mielou, tout à fait rétabli de la rude correction qu'il avait reçue quelques jours auparavant, soupira et rayonnait.

« Delibrons tout en marchant, dit-il d'une voix devenue un peu sifflante par suite des rides de sa mâchoire. Décidément, votre intention est-elle que nous vivions en tentes en montagne? Préférez-vous nous installer dans une ville ou monter une boutique de marchand de vins dans une localité agréable? »

Humbert ne répondit pas.

« Il faudrait, continua Mielou. Nous avons visité bien des villes. Tantôt vous dites: c'est trop petit, c'est humide; tantôt c'est trop cher. En ce qui concerne les fonds de commerce bien achalandés, vous floutez. Moi aussi, je floute. Et quand je dis que je floute, c'est une façon de parler pour exprimer que j'insiste, car Dieu merci! nous n'irons plus sur l'eau, nous nous sommes retirés de cet élément périlleux. Pour les francs, j'ai assez assez à savoir combien vous possédez Humbert. Il n'y a pas d'indiscrétion, puisque nous allons bientôt être unis devant Dieu et devant les hommes par le sacrement du mariage. Connaissez votre fortune, le pourrai-je à briser nos calculs d'avenir en conséquence. »

La suite

Pauvre Fille

PAR

HIPPOLYTE AUDEVAL

XXXI

Deux rivaux

(SUITE)

« Ah! si elle est venue qu'il faut venir, elle est venue à tout prix de se trouver là de sureté, son amour en passant devant lui. Rien n'est plus facile, car M. et Mme Carisset lui avait offert, puisqu'elle voulait momentanément quitter la marquise, de remplacer le voyage à Rambouillet par un séjour chez eux. Mais Mme d'Amblemont avait insisté pour la garder auprès d'elle, et Fernande y avait consenti, ne se doutant guère que le comte Hervé de Bréan allait se présenter. Dans cette entrevue, en apparence si calme, Fernande était comme sur des charbons ardents, martyrisée, terrifiée, affolée.

Cependant, peu à peu elle se rassura. Elle se dit que ses craintes étaient exagérées, mal fondées. Elle calcula qu'Hervé, si com-

promis en définitive sous le nom de Pierrière, n'aurait pas le temps de pousser les choses aux dernières extrémités. La conversation, d'ailleurs, portait bientôt sur des sujets de toute sorte, put faire croire, surtout en ce qui concernait Lucien d'Amblemont, qu'il n'y avait entre ces deux jeunes hommes ni animosité, ni arrière-pensée.

Lorsque le comte prit congé, ce fut d'une façon toute naturelle et polie que Lucien se leva pour l'accompagner.

Lucien affecta même de laisser la porte du salon ouverte afin d'éloigner toute idée de mystère.

Puis, dans l'autre pièce et à demi-voix. — Parlons bas, dit-il, et terminons en trois mots, pour ne pas inquiéter ma mère. Voici les cartes de deux de mes amis, chez vous pourrez envoyer deux des vôtres. Vous devinez pourquoi?

— Parfaitement.

— C'est vous qui avez tenté d'enlever Mlle Fernande?

— Oui.

— Vous savez l'avouer!

— C'est ma maîtresse.

— Votre maîtresse!

— Prenez garde! Ne m'avez-vous pas recommandé de parler bas?

— Votre maîtresse!

— A quoi bon des insultes, puisque nous allons nous battre? Vous avez été à même de surveiller la conduite de Mlle Fernande depuis un certain temps. Or, n'y a-t-il pas une lacune, trois ou quatre mois environ, qui échappent à tout contrôle? Demandez-lui où et avec qui elle les a passés. Notez que j'en ai eu envie de l'abandonner, j'aurais las. Mais elle a été la première à me quitter et cela m'a déçu. Voilà pourquoi j'ai essayé de la reprendre. Maintenant, rentrez, monsieur, et à bientôt. Vous avez une mère, et comme vous le dites fort bien, il ne faut pas l'inquiéter.

Puis Hervé ajouta à voix haute, de manière à être entendu du salon:

— Bonsoir, cher marquis. Venez donc me voir plus souvent. Vous me ferez plaisir.

Et il s'éloigna.

Lucien demeura comme foudroyé, frappé de déroute.

Il lui sembla que la terre s'entr'ouvrait pour l'engloutir, que les murailles se rapprochaient de lui pour l'étrangler et l'écraser.

— Monsieur de Bréan! cria la marquise. Est-il encore là?

Lucien fit quelques pas en chancelant.

— Il est parti, ma mère répondit-il. Souhaitez-vous que...

Non, non, c'est inutile. Ecoutez-moi un peu, Lucien. Nous avons bavardé et oublié l'essentiel. M. de Bréan aurait pu nous donner un conseil. Finalement, rien n'a été décidé au sujet des ravisseurs de Fernande. Cet excellent M. Carisset s'est contenté de leur administrer... comment donc appelle-t-il cela dans son pittoresque langage? une tripotée, je crois, ou une trepiquée. Ce n'est pas suffisant. Il faut faire poursuivre ces gens-là, il faut...

— Il faut aller vous reposer, ma mère, interrompit Lucien en rassemblant tout son courage pour amener sur ses lèvres un sourire. Toutes ces émotions vous agitent, et il est temps qu'un bon sommeil y mette un terme. Bonsoir!

Et il embrassa affectueusement la marquise.

Puis il salua Fernande d'un signe de tête et sortit.

A peine eut-il la force de regagner son appartement.

— Sa maîtresse! balbutiait-il, sa maîtresse!

Et il lui semblait qu'il allait tomber mort à chaque pas.

Arrivé dans sa chambre, il se jeta tout

habillé